

## Mission d'inspection générale territoriale (MIGT) Paris



## Rapport d'activité collectif 2022





# Sommaire

Le mot de la coordonnatrice .....	5
<b>1. Un périmètre d'intervention aux défis et enjeux multiples .....</b>	<b>6</b>
<b>2. Reflet des missions déployées en 2022.....</b>	<b>10</b>
2.1 L'ancrage territorial .....	10
2.2 Les faits marquants de 2022 .....	10
2.3 Les nouvelles tendances observées en 2022.....	11
<b>3. Les activités 2022 en quelques zooms .....</b>	<b>13</b>
3.1 Missions d'audits.....	13
3.2 Mission d'écoute externe.....	13
3.3 Missions de conseil ou d'expertise .....	14
3.4 Missions d'inspection santé et sécurité au travail (ISST).....	14
3.5 Missions de suivi des carrières des cadres supérieurs du pôle ministériel .....	15
3.6 Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) .....	16
<b>4. Le fonctionnement de la MIGT Paris .....</b>	<b>19</b>
<b>5. Formation, développement des compétences, participation à diverses instances et missions <i>intuitu personae</i> .....</b>	<b>21</b>
5.1 Formations suivies ou délivrées.....	21
5.2 Missions <i>intuitu personae</i> .....	21

<b>Annexes.....</b>	<b>23</b>
<b>1. Détail de l'activité de la MIGT Paris en 2022.....</b>	<b>24</b>
<b>2. Détail des missions principales assurées par les membres permanents et chargés de mission en 2022.....</b>	<b>25</b>
<b>3. Les effectifs de la MIGT Paris .....</b>	<b>26</b>
<b>4. Répartition géographique des IGRH à la MIGT Paris.....</b>	<b>27</b>
<b>5. Quelques données caractérisant la mission RH de la MIGT Paris en 2022 .....</b>	<b>28</b>
<b>6. Répartition des activités des trois MRAe sur l'année 2022 .....</b>	<b>30</b>
<b>7. Autres faits marquants en 2022 .....</b>	<b>31</b>
<b>8. Glossaires des sigles et acronymes .....</b>	<b>33</b>

## Le mot de la coordonnatrice

Dans un contexte marqué par la réforme de la haute fonction publique de l'État, 2022 a notamment vu se mettre en place le nouveau service de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable <sup>(1)</sup>.

Au-delà de l'évolution des organes de gouvernance, de la création d'une nouvelle section dédiée notamment à la synthèse et à la prospective, de l'intégration de certains collèges au sein des sections, un impact important au niveau territorial a été le rapprochement entre missions d'inspection générale territoriales (MIGT) et sections, favorisé par les doubles rattachements des membres permanents et chargés de mission. La MIGT Paris a ainsi accueilli sept agents rattachés émanant de quatre sections ; par ailleurs l'ensemble des sections est couvert par le double rattachement des agents concernés de la MIGT.

Cette nouvelle configuration a permis de renforcer la transversalité interne à l'IGEDD et d'intensifier les partages sur les spécificités territoriales du périmètre d'intervention de la MIGT. Sur les vingt-deux réunions de l'équipe MIGT tenues en 2022, dont onze élargies aux membres rattachés, une dizaine de personnalités extérieures sont venues témoigner de l'action de leurs services sur les territoires et échanger avec le collectif de travail, y compris à l'occasion d'une visite d'un chantier du Grand Paris (future gare du Bourget) en juin 2022.



*L'équipe de la MIGT Paris visite en juin 2022 un chantier du Grand Paris (future gare du Bourget)*

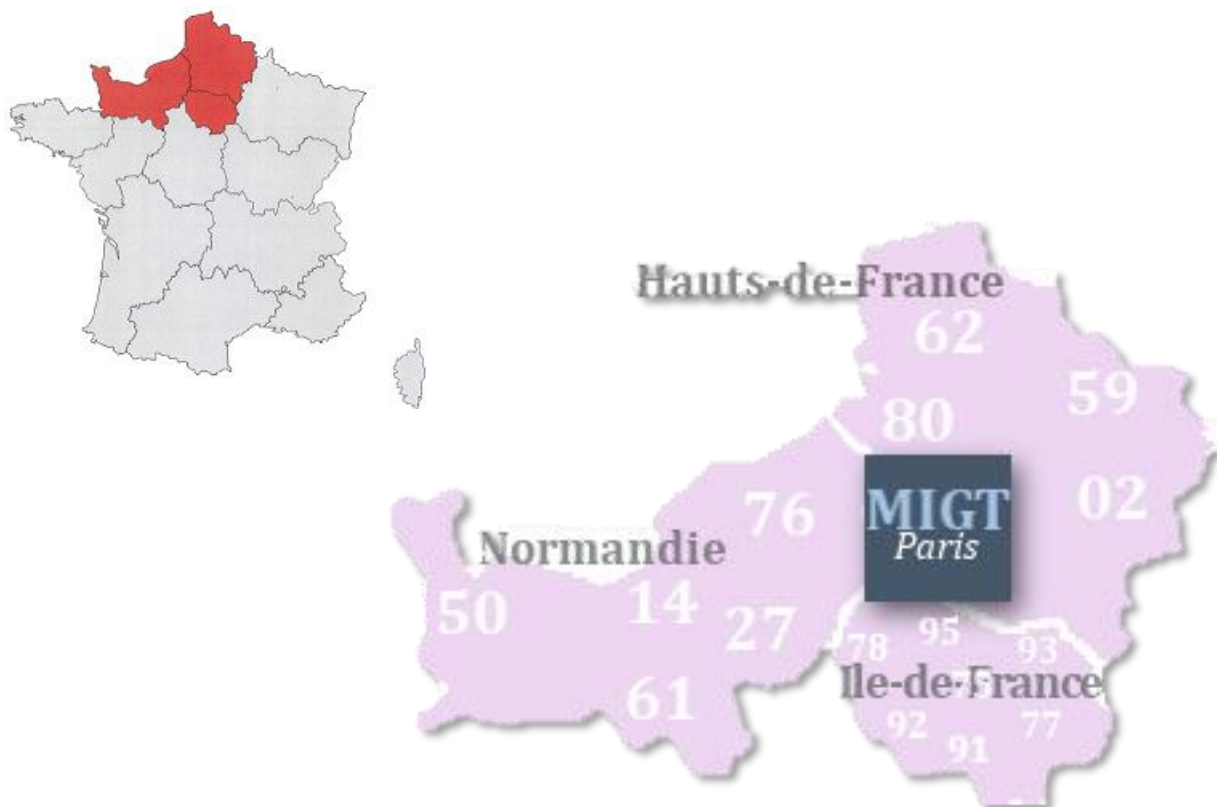
Durant l'année 2022, la MIGT Paris a connu une activité soutenue, comparable à celle de 2021, avec la réalisation par ses membres ou leur contribution à 24 missions d'inspection, d'audit, de conseil, d'expertise ou d'écoute externe, la conduite de plus de 340 entretiens d'orientation ou de promotion (sur une population de près de 1 000 agents qu'elle suit), et le traitement de près de 900 dossiers par les trois missions régionales d'autorité environnementale (MRAe). La MIGT a par ailleurs contribué activement aux réflexions sur la mise en place de l'évaluation des cadres supérieurs du pôle ministériel et participe au nouveau dispositif apprenant « Objectif méthodes » qui a été lancé au second semestre 2022.

---

<sup>1</sup> Décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable

# 1. Un périmètre d'intervention aux défis et enjeux multiples

Le périmètre de compétence de la MIGT Paris, s'étend, depuis janvier 2020, sur les trois régions suivantes : Hauts-de-France, Île-de-France et Normandie, ainsi que leurs 18 départements. Les membres et les chargés de missions de la MIGT sont cependant également amenés à intervenir sur tout le territoire national.



## **Un périmètre d'activité correspondant à :**

- 14% de la surface de l'hexagone (74 000 km<sup>2</sup>) ;
- Un tiers de la population métropolitaine avec 21,6 millions d'habitants ;
- 43 % du PIB avec 977 milliards d'euros (2020)

Les enjeux de transitions écologique et énergétique portés par le pôle ministériel sont prégnants sur ce périmètre ; les territoires, confrontés à des défis climatiques, économiques et sociaux majeurs, s'en emparent de manière différenciée.

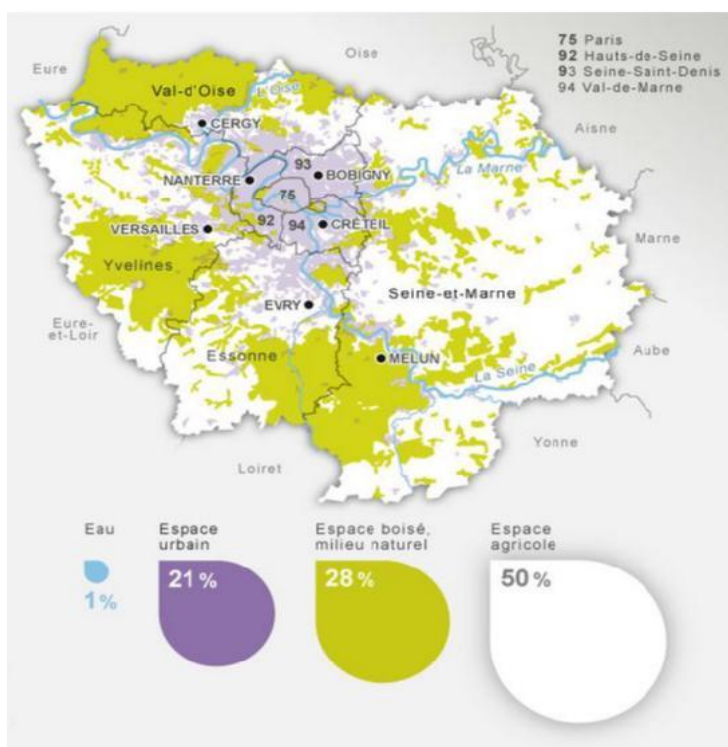


Située entre la mer la plus fréquentée du monde et la région capitale, la **Normandie** offre de grandes richesses environnementales à préserver ou reconquérir et présente un fort potentiel en énergies renouvelables marines le long de ses 600 kilomètres de côtes. La région met en œuvre de profonds redéploiements technologiques et connaît des enjeux de risques naturels (inondation, gestion du trait de côte, submersion marine) et industriels très forts. Pour accompagner le développement économique durable des territoires, des efforts importants ont été portés sur le **transport décarboné** ; la création d'Haropa Port sur l'axe Seine au 1<sup>er</sup> juin 2021 (premier grand port fluviomaritime de France) est appelée à contribuer significativement à ces enjeux.



Avec ses 32 000 km<sup>2</sup>, soit 5,8 % de la superficie de la France métropolitaine, ses 500 km de frontières (330 points de passages pour la seule frontière belge) et ses 180 km de façade maritime, **la région des Hauts-de-France** constitue un carrefour stratégique de communication et de transports au cœur du triangle Paris-Bruxelles-Londres. Depuis 25 ans, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de cette région – qui a notamment subi fortement l'impact de la crise de

2008-2009 - reste modeste. Du fait de son histoire, l'industrie, bien qu'en recul, conserve un poids important dans le tissu productif de certains territoires. Cette spécificité tend cependant à s'estomper, cédant la place à une économie de plus en plus tertiaire. Elle est par ailleurs la deuxième région la plus dense après l'Île-de-France (avec de fortes disparités) et c'est aussi la deuxième plus jeune de métropole (plus de 25 % de la population a moins de 20 ans). La région accueille trois ports importants : le port maritime de Dunkerque qui est le troisième port français en tonnes transportées, le port de Calais qui est le premier port français pour le transport de passagers et le port de Boulogne qui est le premier port français de pêche en termes de tonnages et de valeur. C'est une région également très exposée aux risques technologiques et naturels et l'un de ses défis majeurs est **l'aménagement à grand gabarit du canal Seine-Nord Europe**, dont l'objectif est de permettre de doubler les trafics fluviaux français et limiter la pollution. Les travaux du canal, qui ont débuté en 2021, constituent un important levier pour relancer l'emploi dans la région (6 000 personnes au pic des travaux, dont 3 000 nouveaux recrutements).



Première région économique française avec un PIB qui représente environ 31% de la richesse nationale, l'**Île-de-France** offre quant à elle un contraste important entre les départements de grande couronne, en partie agricoles et boisés, et les départements de Paris et de la petite couronne, très urbanisés. La région est caractérisée par un tissu dense de PME/PMI et un large éventail d'activités. Elle rassemble aussi de nombreuses entreprises technologiques (grands groupes, PME, start-ups), des pôles de compétitivité de réputation internationale. C'est également le premier bassin d'emplois français, avec une main-d'œuvre hautement qualifiée (34 % des cadres français). L'Île-de-France, c'est aussi 26 % des étudiants, 23 % des universités françaises, 25 % des écoles d'ingénieurs (hors universités) et 22 % des écoles de commerce. Avec 70 ports et 6 plates-formes multimodales répartis sur 500 km de voies navigables, la région est également la deuxième plate-forme fluviale d'Europe. La **préparation de l'accueil des Jeux olympiques et paralympiques à l'été 2024** mobilise actuellement très fortement l'ensemble des services départementaux et régionaux, singulièrement ceux de l'État.



Plusieurs axes forts des politiques publiques relevant du pôle ministériel appellent une vigilance particulière dans ces trois régions:

- la **sobriété foncière**, avec la lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain (qui sont des enjeux significatifs pour le schéma directeur régional environnemental d'Île-de-France en cours de révision) ;
- le développement des **filières énergétiques décarbonées**, notamment l'éolien terrestre et la méthanisation – qui font face à des oppositions croissantes -, mais aussi l'hydrogène ;
- le renforcement de la **protection de la biodiversité, des espaces naturels et du cadre de vie** ;
- la **qualité de l'air** et la congestion des métropoles, la mise en place progressive de zones à faible émission dans les métropoles avec un objectif de faire baisser la pollution de l'air de 40 % d'ici à 2025 (Grand Paris, métropole lilloise).

Sur l'ensemble de ce vaste territoire, la MIGT Paris collabore avec **21 services du pôle ministériel** : deux directions régionales et interdépartementales d'Île-de-France, deux directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal), deux directions interdépartementales des routes, une direction interrégionale de la mer et 14 DDT(M), auxquels s'ajoutent les établissements publics, y compris fonciers et d'aménagement, sous tutelle ministérielle.



*Bocage Normand au crépuscule – crédit photo : istock by Getty images*

## 2. Reflet des missions déployées en 2022

### 2.1 L'ancrage territorial

La MIGT Paris mène sur son territoire ou participe au plan national à des **missions de conseil, d'expertise, d'évaluation, d'audit, d'appui et d'accompagnement** dans les domaines de l'environnement, des transports, du bâtiment et des travaux publics, de la mer, de l'aménagement et du développement durables des territoires, de l'urbanisme, du logement, de la politique de la ville, de la transition écologique, de la transition énergétique et du changement climatique.

La MIGT s'est attachée tout au long de l'année à conforter ses relations avec les services de l'État placés sous l'autorité des préfets ainsi qu'avec plusieurs établissements publics agissant dans les territoires. Elle a ainsi affermi sa **fonction de veille** de la mise en œuvre des politiques publiques relevant des domaines d'intervention du pôle ministériel. Les dix missions d'inspection santé sécurité au travail conduites en 2022 par les inspecteurs spécialisés (ISST), ainsi que la mission d'écoute externe de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Normandie ont très directement contribué à l'approfondissement de la connaissance de ces services.

La MIGT Paris a également assuré le suivi des **carrières des cadres supérieurs du pôle ministériel** en poste dans sa zone d'action, tout en contribuant activement aux réflexions sur la mise en place de l'évaluation dans la haute fonction publique. Elle devra, en sus des entretiens d'orientation et des propositions de promotion, s'investir dès le début de 2023 sur les nouveaux dispositifs qui se mettent en place pour la gestion et le suivi des cadres supérieurs, qui, au 31 décembre 2022, sont au nombre de 997 sur son périmètre.

Enfin, elle a contribué aux travaux des **missions régionales d'autorité environnementale (MRAe)** chargées, dans chacune des trois régions relevant de la MIGT, de se prononcer sous forme d'avis ou de décisions sur les dossiers de plans-programmes ou de projets qui leur sont transmis. Avec un volume global de près de 900 dossiers traités en 2022, une vigilance qualitative constante sur ces productions et une bonne maîtrise des taux d'avis « tacites » (moyenne de 2% sur l'ensemble des trois régions), l'activité reste très soutenue. La perspective de l'endossement, en 2023, des examens au cas par cas des projets par les MRAe a également nourri des réflexions et échanges préparatoires.

### 2.2 Les faits marquants de 2022

L'un des principaux faits marquants est celui de la mise en place d'un **double rattachement** des membres permanents et chargés de mission de l'IGEDD, intervenu dès le début de l'année 2022. Il a favorisé l'ouverture des réunions mensuelles de la MIGT à des interventions d'acteurs importants agissant sur les territoires (directeurs d'établissements publics, chefs de services déconcentrés, dirigeants de collectivités territoriales, chercheurs, universitaires, etc.). Près d'une dizaine d'entre eux (voir annexe 7) sont ainsi venus partager leurs connaissances et expériences dans des domaines très variés concernant directement le périmètre de la MIGT : changement climatique, logement, ressources en eau, infrastructures (canal Seine-Nord-Europe, Jeux Olympiques Grand Paris Express), aménagement et urbanisme, etc. Ces rencontres et ces échanges, particulièrement enrichissants, ont également permis de mieux faire connaître la MIGT à ces acteurs.

Par ailleurs, depuis près d'une année maintenant, le double rattachement de deux membres de la MIGT auprès de la section « études, synthèse, prospectives et données » (ESPD) offre de nouvelles modalités de collaboration et s'inscrit pleinement dans l'objectif de plus de transversalité au sein de l'IGEDD et de meilleure connaissance mutuelle entre ses structures et ses membres.

Cet investissement, en mode projet, a déjà été fructueux car réalisé sur diverses thématiques (groupes de travail « frontières », « territorialité », « adaptation au changement climatique ») et différentes actions de communication (matinées de l'IGEDD, rapport d'activité de l'IGEDD).

**Focus :** *l'analyse et la capitalisation croisées des recommandations formulées dans le cadre des missions d'inspection (30 rapports examinés) et des autorités environnementales (60 avis Ae et MRAe examinés), durant ces cinq dernières années, ont permis d'identifier des propositions de pistes d'évolution de travail pour l'IGEDD face à des problématiques majeures telles que la décarbonation des activités portuaires, la prévention des risques littoraux aggravés par le changement climatique, la protection des milieux littoraux et marins et l'adaptation à la vulnérabilité des projets de développement économique et énergétique.*

Un autre fait marquant est la mobilisation des compétences d'auditeurs de deux membres de la MIGT pour contribuer au lancement des audits de politique publique dans le cadre du plan national de relance et de résilience (PNRR) (voir infra § 3.1).

Enfin, le lancement du **dispositif « Objectif méthodes »** constitue une également nouveauté marquante pour l'IGEDD à laquelle contribue la MIGT ; il a pour ambition de constituer, dès 2023, un réseau pérenne de personnes ressources qui pourront conseiller les membres et les équipes de l'IGEDD sur la mobilisation de méthodes d'intelligence collective adaptées aux cas d'usage (voir infra § 5.1).

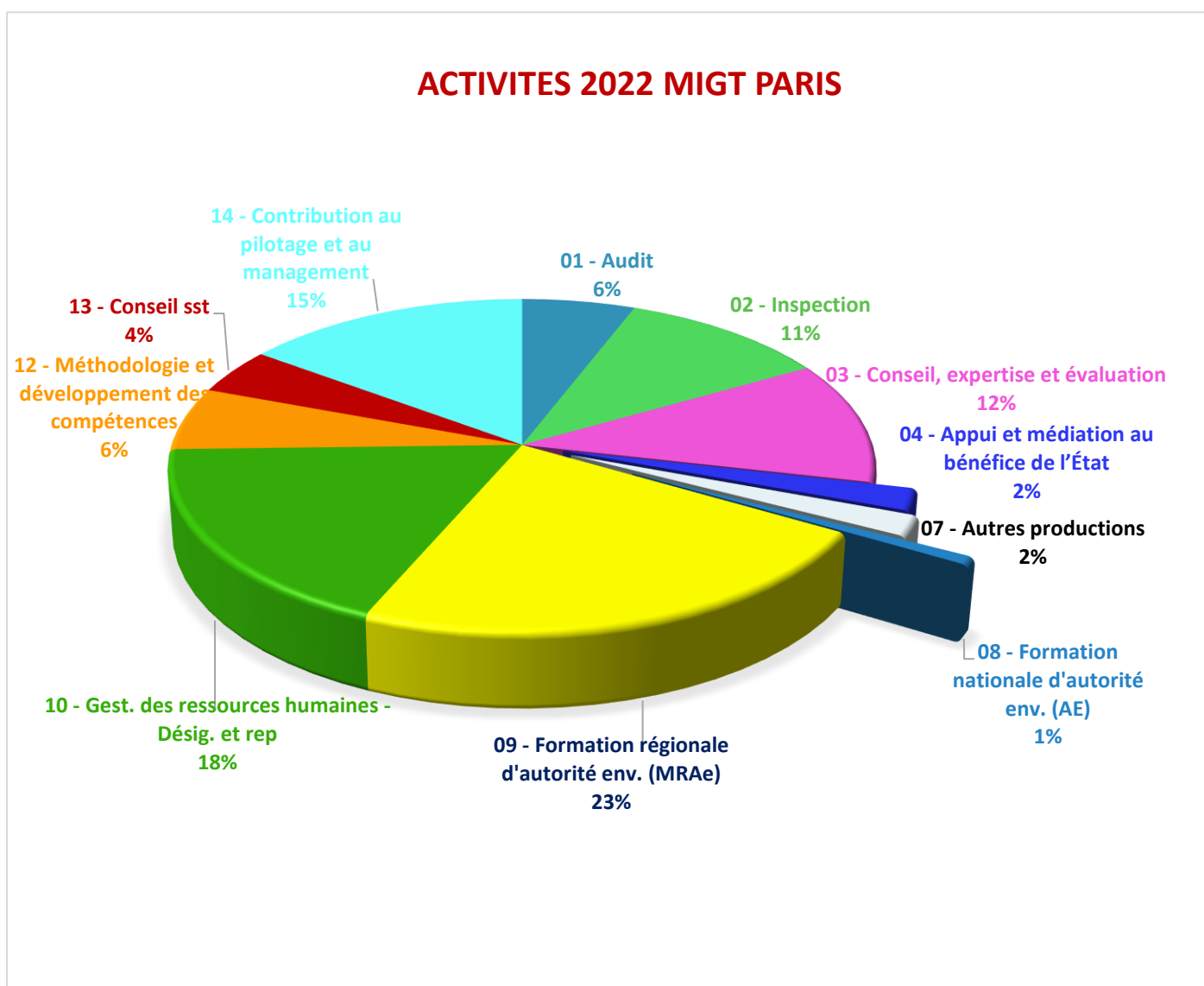
### 2.3 Les nouvelles tendances observées en 2022

En 2022, la capacité d'action des membres permanents et chargés de mission a représenté **2590 jours de travail** (en baisse de 120 jours par rapport à 2021, essentiellement du fait d'arrêts maladie). Elle se répartit en sept activités répertoriées dans l'outil Ohris et se traduit de la manière suivante :

Activités MIGT Paris	2020	2021	2022
Audits, inspections (dont ISST), écoutes	16%	16%	20%
Conseil et expertise (dont Ae)	10%	16%	13%
Gestion des ressources humaines (dont IGRH)	17%	21%	18%
MRAe	21%	21%	23%
Management et pilotage	15%	11%	15%
Développement des compétences	9%	9%	6%
Conseil et CHSCT ISST	12%	6%	4%

Quelques inflexions se dégagent de cette répartition :

- confirmation de la prépondérance des activités des **autorités environnementales régionales**, qui représentent 23 % du temps passé, en hausse de deux points par rapport aux années précédentes ;
- léger fléchissement de la part des activités de conseil et d'expertise par rapport à 2021, compensé par un **accroissement du volume de temps consacré aux inspections** (incluant les ISST), aux **audits** (notamment les nouveaux audits PNRR) et à la conduite d'une écoute externe de Dreal ;
- léger fléchissement de la part des activités consacrées aux **ressources humaines**, du fait notamment de l'absence d'évaluation conjointe avec le CSATE cette année ;
- confortement de la part de temps consacrée au **management et au pilotage** avec notamment la densification des réunions internes, la préparation du déménagement provisoire (en 2023) des locaux de la MIGT vers le site de l'Abbé Groult dans le XVème arrondissement, alors que la part de temps consacré au développement des compétences a reculé de trois points et que celle dédiée au conseil / participation aux CHSCT par les ISST a été divisée par trois depuis 2020, la crise sanitaire liée à la Covid étant désormais sous contrôle.



## 3. Les activités 2022 en quelques zooms

### 3.1 Missions d'audits

#### Rappel succinct du contenu de ces missions

Décidé en début de chaque année par le comité ministériel d'audits internes (CMAI), le programme annuel d'audits mené par l'IGEDD porte à la fois sur des audits comptables et financiers, des audits de politiques publiques, des audits de gouvernance et des audits de fonctions support. En 2022 plusieurs audits coordonnés par la section AITAP ont porté sur des actions de soutien déployées dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de relance et de résilience (PNRR), en liaison avec la commission interministérielle de contrôle de coordination (CICC), et pour le compte de la Commission européenne compte-tenu du soutien financier que cette dernière accorde au titre des différentes mesures d'accompagnement en faveur de la transition écologique.

#### Faits marquants

La MIGT Paris, à travers deux de ses membres, a contribué à la réalisation de **quatre audits** portant respectivement sur le plan de soutien au secteur de la construction aéronautique, sur la densification urbaine et le renouvellement urbain, sur le fonds friches et sur le soutien à la demande automobile en véhicules légers propres.

#### Ressources en action

Isabelle Bachelier-Vella, Dominique Mortelecq.

### 3.2 Mission d'écoute externe

#### Rappel succinct du contenu de ces missions

Au regard des enseignements satisfaisants tirés par la mission d'accompagnement des Dreal fusionnées en 2015/2016, le CGEDD a intégré l'écoute externe stratégique dans son offre de service. Cette forme d'intervention, qui s'inscrit en complémentarité avec les missions d'inspections dont les modalités ont été revues depuis, a pour objectif de mesurer la perception qualitative des principaux partenaires institutionnels sur l'organisation et le fonctionnement des directions régionales, sur la façon dont elles conduisent leurs missions et exercent leur rôle d'interface dans le déploiement des politiques publiques du champ ministériel. Elle permet de mesurer la qualité des relations entretenues avec les interlocuteurs professionnels, d'identifier les forces et les principaux points de progrès.

#### Faits marquants

Une équipe composée de quatre membres permanents de l'IGEDD a été désignée en juin 2022 pour réaliser une mission **d'écoute externe au bénéfice de la Dreal Normandie**. Elle était coordonnée par un membre de la MIGT Paris.

Les missionnés ont ainsi rencontré dans le courant de l'automne 59 entités différentes, dont 13 élus ou représentants de collectivités locales et 11 représentants du monde économique. Le panel retenu se voulait assez large pour refléter la diversité des politiques publiques portées par la Dreal et des acteurs avec lesquels elle interagit dans le cadre de leur mise en œuvre. Il comprenait également l'ensemble des préfets – y compris le préfet maritime –, les administrations départementales, régionales et centrales ainsi que les opérateurs de l'État et quelques associations les plus en prise avec les sujets dont est chargée la Dreal.

Les expressions recueillies par les missionnés serviront à nourrir la réflexion stratégique en cours au sein de cette direction régionale.

## Ressources en action

Marie-Claire Bozonnet.

### 3.3 Missions de conseil ou d'expertise

#### Rappel succinct du contenu de ces missions

Sollicitées par les ministres, ces missions mobilisent l'expertise technique, économique et financière des membres de l'IGEDD pour apporter analyses, conclusions et recommandations sur des thématiques embrassant l'ensemble des politiques publiques du pôle ministériel.

#### Faits marquants

En matière de conseil et d'expertise, **sept missions** ont été réalisées avec la mobilisation de membres de la MIGT Paris, dans des domaines aussi divers que le fret ferroviaire, les travaux du comité d'orientation des infrastructures, la gestion des déchets, l'accompagnement d'un établissement public d'aménagement. Le détail en est donné en annexe 2.

Parallèlement, la MIGT Paris a continué à contribuer à l'essaimage de la méthodologie d'audit pour les autres typologies de missions.

#### Ressources en action

Isabelle Bachelier-Vella, Marie-Claire Bozonnet, Hugues Corbeau, Corinne Etaix, Philippe Gratadour, Pierre Noualhaguet.

### 3.4 Missions d'inspection santé et sécurité au travail (ISST)

#### Rappel succinct du contenu des missions assurées par les ISST

Acteurs essentiels de la sécurité et santé au travail, les ISST réalisent des actions de proximité variées participant activement à la détection en amont de difficultés des services et agents et à leur résolution.

#### Faits marquants

L'activité en 2022 a repris selon les mêmes modalités qu'avant la crise sanitaire ; les trois ISST de la MIGT Paris ont ainsi participé à plus de 104 CHSCT au cours de l'année 2022. Les ISST ont également accompagné les services dans le cadre de l'évolution des CHSCT vers des formations spécialisées et /ou comités sociaux d'administration. Les ISST de la MIGT Paris ont également contribué à l'élaboration de la feuille de route des ISST de l'IGEDD qui s'est appuyée sur 11 ateliers, dont trois ont été pilotés par les ISST de la MIGT.

**Dix missions d'inspection** ont été conduites (débutées ou terminées) en 2022 par les trois ISST sur le territoire de la MIGT Paris ou sur le reste du territoire national. Le détail des missions figure en annexe 2. Une action plus ciblée sur les inspections santé sécurité au travail des directions des routes a été coordonnée au niveau national, portant en particulier sur la sécurité des agents et l'accidentologie.

#### Ressources en action

Gina Juvigny, Claire-Marie N'Guessan et François Porte, les trois ISST rattachés à la MIGT Paris interviennent de manière prépondérante sur le territoire de la MIGT ; ils peuvent également intervenir en dehors de ce périmètre en fonction d'une liste de services ou d'établissements attribués spécifiquement à chaque ISST de l'IGEDD.

## 3.5 Missions de suivi des carrières des cadres supérieurs du pôle ministériel

### Rappel succinct du contenu des missions assurées par les IGRH

L'équipe des IGRH propose des entretiens aux cadres supérieurs relevant de la gestion du pôle ministériel sur son territoire (hors administrations centrales), dits entretiens « d'orientation » qui font l'objet d'une fiche de compte-rendu (dite « Fidor »). Outre les agents en fonction dans les services déconcentrés au niveau régional ou départemental, ils suivent également les agents en détachement dans les collectivités locales, dans des établissements publics ou dans d'autres entités telles que des GIE, des GIP sur le territoire d'intervention de la MIGT.

En outre, les IGRH contribuent, aux côtés de la coordonnatrice de la MIGT Paris, à l'harmonisation des propositions d'avancement émanant des services de son périmètre d'intervention.

Plus généralement, la MIGT Paris porte, auprès des cadres dirigeants en poste sur son territoire, une attention spécifique (situation professionnelle, aspirations, perspectives d'évolution). Elle contribue au repérage et au suivi des futurs cadres dirigeants, notamment dans le cadre d'une revue annuelle réalisée sous l'égide de la délégation chargée des cadres dirigeants.

### Faits marquants

Cette année encore l'activité RH de la MIGT a été intense :

- elle a mobilisé 18% de la force de travail 2022 de la MIGT ;
- les IGRH ont assuré au total **344 entretiens**, dont **273 entretiens d'orientation et de suivi** et **71 entretiens de « promotion »** pour les tableaux d'avancement 2023 ;
- une dizaine d'entretiens ont été conduits avec les préfets dans le domaine RH.

Par ailleurs, la coordonnatrice de la MIGT a contribué à l'harmonisation de second niveau pour les promotions à ingénieur en chef et à ingénieur général dans le corps des IPEF.

### Ressources en action

Corinne Etaix, Gérard Châtaigner, Édith Châtelais, Hugues Corbeau et Philippe Gratadour assurent en sus de leurs autres activités, des fonctions d'IGRH.

Ils sont assistés, tout au long de l'année, par Farida Baba-Mabrouki, secrétaire générale de la MIGT Paris, et par Annie Goumin, gestionnaire RH, tant dans l'organisation des entretiens que pour l'analyse et la préparation des dossiers d'avancement et de promotion. Ces fonctions concernent également l'appui aux IGRH dans leurs activités d'orientation et de suivi des agents en poste sur le périmètre de la MIGT Paris.



Crédit photo : Merle bleu de l'est – Istock images - Pchoui

## 3.6 Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe)

### Rappel succinct du contenu de la mission

Les MRAe d'Île-de-France, des Hauts-de-France et de Normandie sont chargées, dans chacune des trois régions relevant du périmètre de la MIGT Paris, de rendre des avis conformes ou des décisions de soumission (ou non) à évaluation environnementale sur les dossiers de plans-programmes qui leur sont transmis (parmi lesquels de nombreux documents d'urbanisme), et d'émettre des avis sur la qualité des évaluations environnementales et sur la prise en compte de l'environnement par les projets et les plans-programmes soumis à leur examen.



*Bocage normand - cross de Cherbourg - Marie-Claire Bozonnet*



*Crédit photo : DREAL Haut-de-France : chevalement bassin minier*

Le règlement intérieur ainsi que les conventions relatives à l'organisation et au fonctionnement de chacune d'entre elles avec leur service régional d'appui sont consultables sur le site internet des MRAe : [www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr)

### Faits marquants

À l'échelle des trois régions, l'année 2022 est marquée par un léger fléchissement du nombre de dossiers dont ont été saisies les MRAe, de l'ordre de 10 et 15 % par rapport à 2021 (Normandie et Ile-de-France : de 533 à 513 dossiers au total, Hauts-de-France : 319 pour 377 en 2021), alors que ce nombre avait augmenté de 20 à 25 % entre 2020 et 2021. Toutefois, cette évolution est inégale selon les régions et les types de saisine. Le nombre des demandes d'examen au cas par cas et celui des demandes d'avis sur projets ont augmenté en Normandie (respectivement + 40 % et + 49 %) alors qu'ils sont en baisse en Île-de-France (respectivement - 13 % et - 11 %). Le nombre d'avis sur plans et programmes a légèrement baissé en Normandie (- 10 %, de 43 à 39) mais a augmenté de 88 % en Île-de-France (41 à 77). En Hauts-de-France, il est constaté une diminution de l'ordre de 20 % des demandes d'examen au cas par cas, une augmentation de 24 % des avis sur les plans et programmes et une diminution du même ordre des avis sur les projets.



Les autorités environnementales régionales ont encore incité les collectivités territoriales et les maîtres d'ouvrage à prendre davantage en compte l'impératif de sobriété en matière de consommation d'espace et d'artificialisation des sols, sans attendre la prochaine traduction réglementaire de la mise en œuvre des objectifs du « zéro artificialisation nette ». Elles ont de nouveau insisté, également, sur l'urgence d'agir pour lutter contre le changement climatique et s'y adapter, et pour enrayer l'effondrement en cours de la biodiversité. Elles ont par ailleurs appelé, particulièrement dans les métropoles, à une vigilance accrue et à une ambition plus forte en matière de prévention des pollutions et des risques qu'elles génèrent pour la santé humaine. Cette exigence s'est notamment traduite par une augmentation sensible des décisions de soumission à évaluation environnementale des plans et programmes (leur proportion a ainsi augmenté en Île-de-France de 19 à 39 % des demandes d'examen au cas par cas), principalement des documents d'urbanisme, afin que les incidences sur l'environnement et la santé humaine des projets urbains dont ils permettent la réalisation soient anticipées et traitées suffisamment en amont et en pleine responsabilité de la part des pouvoirs publics.



La **MRAe Hauts-de-France** a en particulier examiné le projet de la société Ecofrost qui souhaite exploiter une usine de production de **frites** surgelées et de spécialités à base de purée de **pommes de terre**, sur la commune de Péronne, dans le département de la Somme, à proximité immédiate du futur canal Seine-Nord Europe. Le site du projet s'étend sur une surface de près de 13 hectares et vient s'implanter sur la friche de l'ancien site industriel Flodor. Le besoin en eau a été évalué à plus de 1,4 million de mètres cubes par an dans un secteur qui présente une sensibilité importante vis-à-vis de la ressource en eau, dont la préservation constitue un enjeu majeur, mais également pour les milieux aquatiques superficiels qui lui sont liés.

Localisation du projet de production de frites surgelées Ecofrost sur la commune de Péronne

En ce qui concerne **l'éolien en Hauts-de-France**, l'année 2022 a également été marquée par la diminution de 48 % du nombre de projets passant de 52 à 26 avec l'apparition de projets de moindre ampleur qui viennent combler les espaces laissés libres à proximité de parcs existants ou autorisés.



Crédit photo : Arnaud Bouisson - TERRA

La **MRAe Île-de-France** a émis des avis sur certains documents de planification emblématiques, tels que le projet de schéma de cohérence territoriale de la Métropole du Grand Paris, dont elle a estimé qu'il n'était pas, en l'état, de nature à répondre aux grands défis environnementaux et sanitaires du territoire métropolitain, compte tenu de la portée de ses dispositions, en général trop imprécise et engageant peu.



Vue aérienne du site industriel de Total Énergies à Grandpuits-Bailly-Carrois (77)

Elle a été amenée également à se prononcer sur des projets de grande ampleur, comme le projet de transformation du site industriel (ex-raffinerie) du groupe Total, qui vise, en plusieurs phases d'opérations successives, à convertir ce site en une plateforme de production d'énergie à partir de déchets ou de matières premières d'origine agricole, ce qui appelle selon l'autorité environnementale une vigilance et un niveau de précision du dossier d'impact présenté qui soient proportionnés aux enjeux liés aux risques de pollutions et de nuisances d'une telle installation.

S'agissant des plans climat air énergie territoriaux, dont le rythme d'élaboration et la portée opérationnelle laissent encore d'importantes marges de progression, la MRAe d'Île-de-France, s'appuyant sur ses propres avis mais également sur l'expérience d'autres MRAe, a édité une note d'éclairage à l'attention des collectivités territoriales et des bureaux d'études pour les inciter à mieux s'approprier la responsabilité qui est la leur dans l'élaboration et la mise en œuvre de cet outil de planification écologique et territoriale et à relever, avec plus de détermination, les défis énergétiques, climatiques et de santé publique d'ores-et-déjà prégnants sur leurs territoires.



De son côté, la **MRAe Normandie** a notamment émis un avis de cadrage, à la demande de la collectivité, en vue de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté urbaine du Havre, occasion pour elle de préciser ses attentes en ce qui concerne l'évaluation environnementale du document, mais aussi les objectifs et le contenu de celui-ci au regard des sensibilités environnementales de ce territoire côtier à forts enjeux économiques.

Elle a par ailleurs rendu un nombre d'avis sur des projets d'installations de production d'énergie renouvelable plus important en proportion qu'en 2021 (près de 43% du total des avis sur projets, contre 24%), notamment sur des projets de centrales photovoltaïques au sol. Cette augmentation témoigne d'une montée en puissance de ce type d'installations, qui répond au besoin de faire face à l'urgence de développer les énergies décarbonées et qui doit, dans le même temps, être entourée de toutes les conditions requises pour éviter ou limiter les atteintes à d'autres enjeux primordiaux, en particulier liés à la consommation d'espaces naturels et à la biodiversité.

## Ressources en action

- ❖ **MRAe Hauts-de-France** : Philippe Gratadour et Pierre Noualhaguet en sont membres permanents.
- ❖ **MRAe Île-de-France** : Noël Jouteur en est membre permanent.
- ❖ **MRAe Normandie** : Corinne Etaix en est membre permanent et la préside.  
Sophie Nicolas-Nelson en assure le secrétariat.  
Marie-Claire Bozonnet, Edith Châtelais, Noël Jouteur et Arnaud Zimmermann (membre rattaché à la MIGT Paris, qui a rejoint la MRAe en novembre 2022) en sont membres permanents.

## 4. Le fonctionnement de la MIGT Paris

L'implantation administrative de la MIGT Paris se situe dans les locaux de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) née de la fusion en avril 2021 de la DRIEA et de la DRIEE. Les bureaux sont situés 21-23 rue Miollis, dans le XV<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Une importante réhabilitation du site débutera au 2<sup>e</sup> trimestre 2023 et conduira les services et la MIGT Paris à quitter le site pendant les travaux qui vont durer deux années.

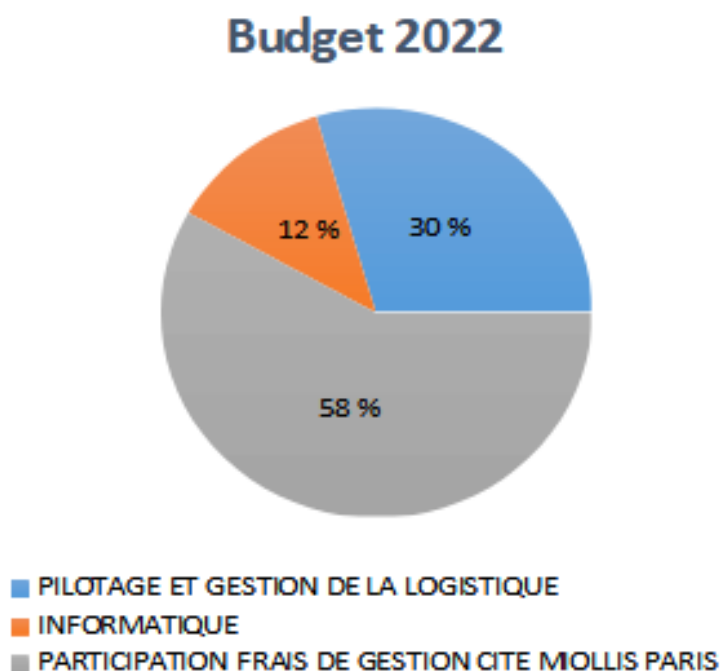


Le secrétariat général, déjà mobilisé en 2022 pour préparer le déménagement du site, sera encore fortement mobilisé au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 afin de faciliter l'installation provisoire dans les nouveaux locaux qui sont situés rue de l'Abbé Groult dans le XV<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

L'équipe du secrétariat général qui assure le fonctionnement de la MIGT est composée, outre la secrétaire générale, de trois agents de catégorie B, dont l'assistante de la coordinatrice (pour la moitié de son temps), qui viennent en appui des inspecteurs et ingénieurs pour la gestion et le fonctionnement de la MIGT Paris. Les tâches assurées sont diverses et variées, que ce soit dans le suivi administratif et de la carrière des membres de la MIGT, la gestion de leurs déplacements, et pour répondre à toutes leurs demandes de matériel, d'outils informatiques, etc...

À la différence des autres MIGT, la MIGT Paris (la secrétaire générale et Marie-Chantal Jean-Louis la gestionnaire budgétaire et comptable) gère directement son enveloppe budgétaire pour le fonctionnement du service. Une convention a été signée le 9 septembre 2022 avec la DRIEAT qui précise les modalités de gestion de l'enveloppe budgétaire allouée à la MIGT, les modalités de participation aux frais de fonctionnement et aux charges immobilières des bâtiments accueillant les agents de la MIGT Paris ainsi que les mesures mises en œuvre en appui technique pour le fonctionnement de la MIGT Paris.

Le budget, dont le montant alloué en 2022 s'élève à 58 925 €, est en légère baisse par rapport à 2021, et se décompose de la manière suivante : les charges immobilières et frais de gestion du site représentent un montant de 34 255 €, l'informatique et la bureautique 7 278 €, et le pilotage et la gestion courantes logistiques 17 391 €, soit un montant total pour le fonctionnement courant de 24 660 € :



## 5. Formation, développement des compétences, participation à diverses instances et missions *intuitu personae*

### 5.1 Formations suivies ou délivrées

Hugues Corbeau participe depuis plusieurs années comme rapporteur devant le jury, présidé par le chef de service de l'IGEDD, décernant le grand prix national de l'ingénierie (GPNI).

Isabelle Bachelier-Vella assure une formation à l'audit interne au sein de l'IGPDE.

Corinne Étaix et Gérard Châtaigner sont parties prenantes de la démarche « Objectif méthodes », dont la première promotion compte une vingtaine de membres. À ce titre, ils sont mobilisés dans le parcours apprenant initial permettant à l'ensemble des membres de développer leurs connaissances et leur pratique en matière de méthodes collectives adaptées aux situations et enjeux propres aux missions de l'IGEDD. Ce parcours interactif, qui alterne partages d'expériences, apports d'experts des domaines de l'accompagnement collectif et travaux en groupes de pairs sur des situations concrètes, s'est traduit par trois sessions d'une journée et demie au second semestre 2022, deux nouvelles sessions étant programmées au premier trimestre 2023. Les travaux de la première promotion sont centrés sur le travail collectif des équipes de missions.

### 5.2 Missions *intuitu personae*

Corinne Étaix contribue, pour une petite part de son temps (inférieure à 10 %) aux activités de coaching individuel au sein de l'équipe des coachs internes du pôle ministériel, animée par la déléguée au conseil et à l'accompagnement managérial au sein du service du pilotage et de l'évolution des services.

Gérard Châtaigner, en tant que référent Qualité de l'IGEDD, a été mobilisé par la mission « Relance de la politique qualité de l'IGEDD » et impliqué dans la mise à jour du référentiel sur la qualité. À cette fin, il a réalisé un diagnostic des outils et des pratiques existantes, un bilan de la qualité à l'IGEDD et a proposé les axes d'une stratégie visant au déploiement d'un management par la qualité ainsi que les outils de celle-ci et les modalités d'organisation à installer. Le diagnostic réalisé s'est appuyé sur des entretiens conduits de mars à octobre 2022 avec plusieurs interlocuteurs internes et avec les responsables de la démarche qualité des principaux conseils et inspections partenaires.

Philippe Gratadour est membre titulaire de la commission administrative de l'aviation civile (CAAC).

**Focus :** *La commission administrative de l'aviation civile (CAAC), créée par l'article R. 160-3 du code de l'aviation civile a pour mission de donner au ministre un avis sur les sanctions administratives qui peuvent être appliquées en cas de manquements aux dispositions des livres Ier à III du code de l'aviation civile (livre Ier aéronefs, II aérodromes, III transport aérien) ou aux dispositions relatives aux quotas de gaz à effet de serre de l'article R. 229-37-7 du code de l'environnement. Elle est composée de 12 membres, avec suppléants, dont le mandat est de trois ans, en deux collèges, un permanent (cinq membres dont le représentant de l'IGEDD), et un spécialisé, mobilisé en fonction des sujets traités (aéronefs, transport aérien, maintenance des aéronefs et passagers).*

*Le représentant désigné par l'IGEDD est Philippe Gratadour, membre de la MIGT Paris, et la suppléante est Florence Tordjman, présidente de la section TEC. La CAAC est présidée par un membre du Conseil d'État, ce qui permet notamment de garantir la rigueur des débats et la solidité des décisions.*

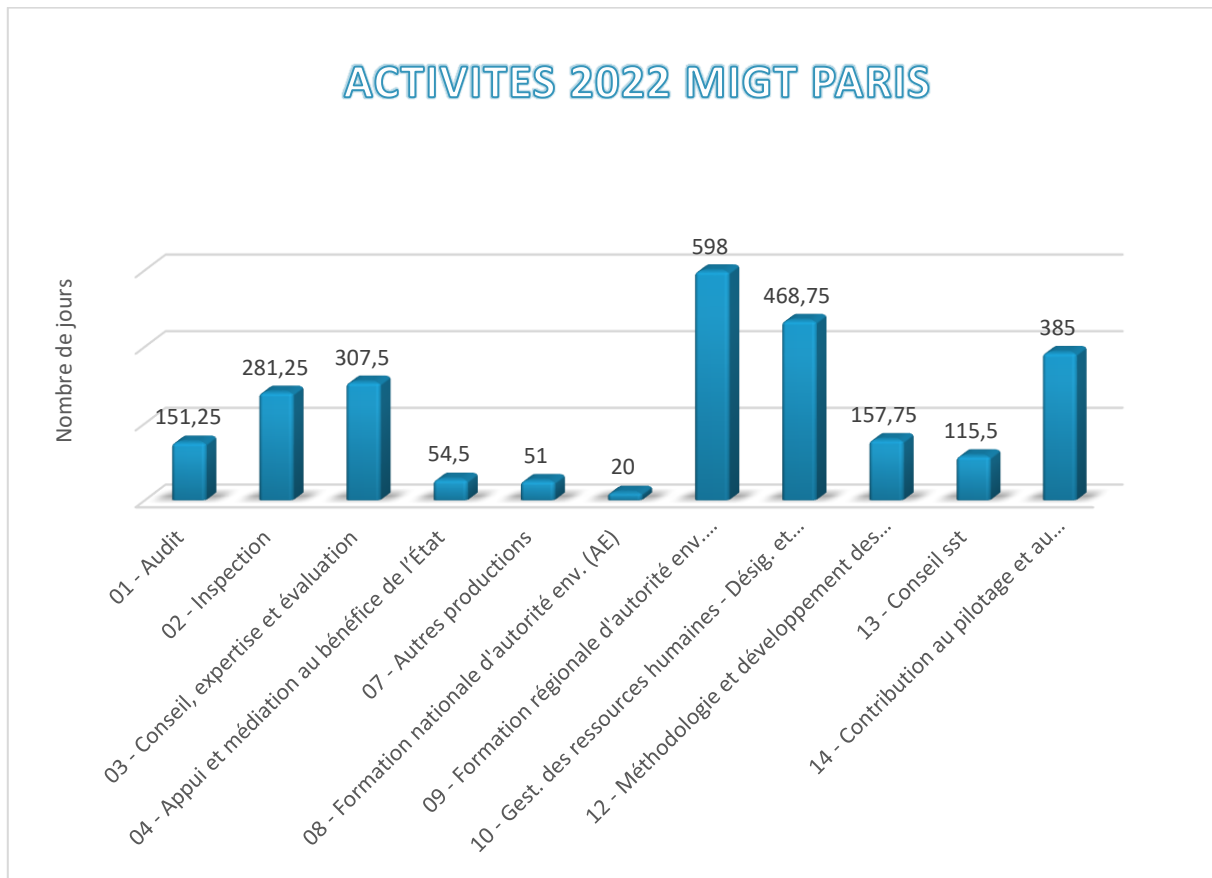
*En 2022, la CAAC s'est réunie sept fois, dans les configurations aéronautiques, passagers et transport aérien. Après exposé des faits par un rapporteur de la DGAC, en présence de l'auteur du manquement présumé, la CAAC auditionne celui-ci, puis, après son départ délibère pour déterminer le niveau de sanction à proposer au ministre, tenant compte de ce qui est prévu par le code et d'une gradation des sanctions en fonction de la gravité des manquements.*



*Crédit photo - Cygnes sur la Seine – Véronique Martins - Dreal Normandie*

# Annexes

# 1. Détail de l'activité de la MIGT Paris en 2022



*Activité des membres de la MIGT Paris en nombre de jours, répartis entre les activités identifiées dans l'outil Ohris en 2022*



## 2. Détail des missions principales assurées par les membres permanents et chargés de mission en 2022

	THEMATIQUES	MISSIONS
<b>Audit</b>	Audit de politique publique	Audits 2022 PNRR – Plan de soutien au secteur de l’aéronautique Audit 2022 PNRR - Densification urbaine et renouvellement urbain – Communes Audit 2022 PNRR - Densification urbaine et renouvellement urbain – Friches Audit 2022 PNRR – Soutien à la demande en véhicules propres dans le cadre du plan automobile (véhicules légers)
		Audit risques naturels et technologiques en Ile de France
<b>Inspection *</b>	Inspection de service et de régularité	Évaluation des pratiques managériales au GPM de Saint Nazaire
	Inspection santé et sécurité au travail	Inspection SST DIR Nord Inspection SST DREAL Normandie (hors site de Caen) Inspection SST DRIEAT /DIR Ile de France Inspection SST DIR Nord-Ouest Inspection CEREMA DT infrastructures de transport et matériaux (Sourduin) Inspection SST DDT 95 Inspection DREAL Normandie (site de Caen) Inspection DGAC / Centre de contrôle Ouest (CRNA) Inspection SST DDTM 50 Inspection SST DDT 45
<b>Conseil, expertise et évaluation *</b>	Conseil expertise au(x) ministre(s)	Amélioration des conditions d’attribution et de gestion des sillons aux opérateurs de fret ferroviaire Conseil de la tutelle et accompagnement de l’EPA de Sénart Analyse multicritères et cotation des projets d’infrastructures pour le COI Évolution des outils de financement dédiés aux navires français Grand prix national de l’ingénierie Réduction de l’accidentologie relative au secteur de la gestion des déchets Mobilisation des autorités environnementales lors de l’élaboration des projets, plans, programmes en phase amont, dont cadrages préalables
	Appui auprès des préfets	Écoute externe au bénéfice de la DREAL Normandie
<b>Représentations et assimilées autres que RH</b>	Participation à diverses instances	Présidence du groupe de travail relatif aux impacts des travaux des aménagements du nord de Toulouse (AFNT) et du sud de Bordeaux (AFSB)

### 3. Les effectifs de la MIGT Paris

Au 31 décembre 2022, la MIGT Paris compte **17 agents**. Le tableau ci-dessous en dresse par ordre alphabétique la liste :

<b>Farida Baba-Mabrouki</b>	Secrétaire générale et chargée de mission d'inspection
<b>Isabelle Bachelier-Vella</b>	Membre permanente
<b>Marie-Claire Bozonnet</b>	Membre permanente, membre de la MRAe Normandie
<b>Gérard Chataigner</b>	Membre permanent depuis juin 2021, IGRH depuis septembre 2021, référent Qualité du CGEDD puis de l'IGEDD, depuis fin 2021
<b>Edith Châtelais</b>	Membre permanente depuis mars 2021, IGRH pour la Normandie et membre permanente de la MRAe Normandie depuis sa prise de fonctions
<b>Hugues Corbeau</b>	Membre permanent, IGRH
<b>Corinne Etaix</b>	Membre permanent, coordonnatrice de la MIGT, présidente de la MRAe Normandie et IGRH harmonisatrice
<b>Annie Goumin</b>	Gestionnaire RH
<b>Philippe Gratadour</b>	Membre permanent, IGRH, membre permanent de la MRAe Hauts-de-France
<b>Marie-Chantal Jean-Louis</b>	Gestionnaire budget et logistique
<b>Noël Jouteur</b>	Chargé de mission MRAe Normandie et MRAe Île-de-France
<b>Gina Juvigny</b>	Inspectrice santé et sécurité au travail (ISST)
<b>Dominique Mortelecq</b>	Membre permanent
<b>Claire-Marie N'Guessan</b>	Inspectrice santé et sécurité au travail (ISST)
<b>Sophie Nicolas-Nelson</b>	Assistante de la coordonnatrice et des membres de la MIGT
<b>Pierre Noualhaguet</b>	Chargé de mission MRAe Hauts-de-France
<b>François Porte</b>	Inspecteur santé et sécurité au travail (ISST)

## 4. Répartition géographique des IGRH à la MIGT Paris



**Corinne ETAIX**  
Coordonnatrice de la MIGT Paris, IGRH,  
harmonisatrice



**Gérard CHATAIGNER**  
IGRH Île-de-France  
Directions régionales  
*Suit les agents en poste dans les  
services : DRIEAT et DRIHL*



**Edith CHATELAIS**  
IGRH Normandie  
*Suit les agents en poste dans les services :  
DREAL Normandie, DIR Nord-Ouest, DIRM  
MEMN  
DDT(M) et DDETS/PP Calvados, Eure, Manche,  
Orne, Seine-Maritime  
Autres services déconcentrés et opérateurs de  
l'État, ainsi que les collectivités locales,  
groupements de collectivités locales et leurs  
établissements publics, en région Normandie  
Agents en fonctions en Normandie*



**Hugues CORBEAU**  
IGRH Île-de-France  
Directions départementales, agents détachés  
*Suit les agents en poste dans les services :  
DDT et DDETS/PP Essonne, Hauts-de-Seine,  
Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Yvelines, Val  
d'Oise, Val-de-Marne  
Autres services déconcentrés et opérateurs de  
l'État en région Île-de-France  
Agents en région Île-de-France (hors  
administration centrale)*



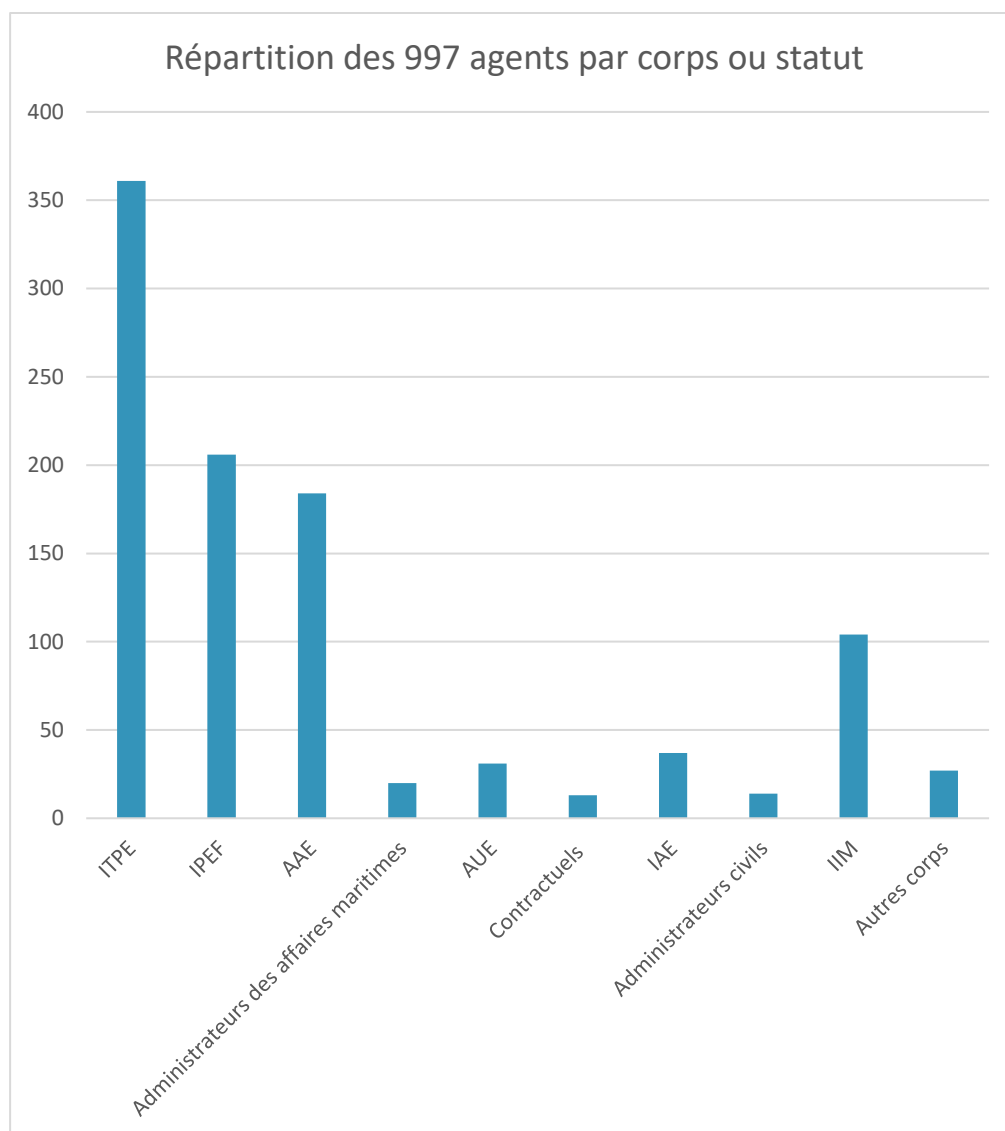
**Philippe GRATADOUR**  
IGRH Hauts-de-France  
*Suit les agents en poste dans les services :  
DREAL Hauts-de-France, DIR Nord, DDETS/PP  
Aisne, Oise, Pas-de-Calais, Nord, Somme  
Autres services déconcentrés et opérateurs  
région Hauts-de-France  
Agents en région Hauts-de-France*

## 5. Quelques données caractérisant la mission RH de la MIGT Paris en 2022

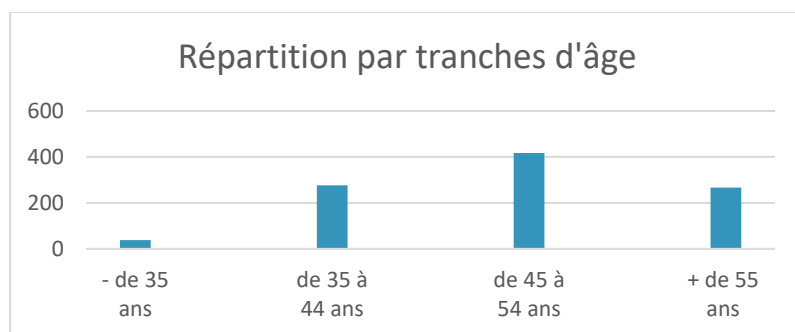
Au 31 décembre 2022, la MIGT Paris comptait 997 cadres supérieurs en fonctions sur son périmètre territorial, selon la répartition géographique suivante :

HAUTS-DE-FRANCE	ILE-DE-FRANCE	NORMANDIE
288	462	247

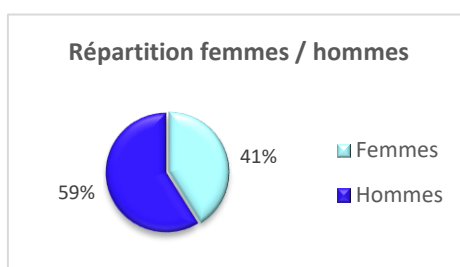
La répartition par corps et emplois est la suivante :



La répartition par tranche d'âge est la suivante :



Et la répartition femmes/ hommes est la suivante :



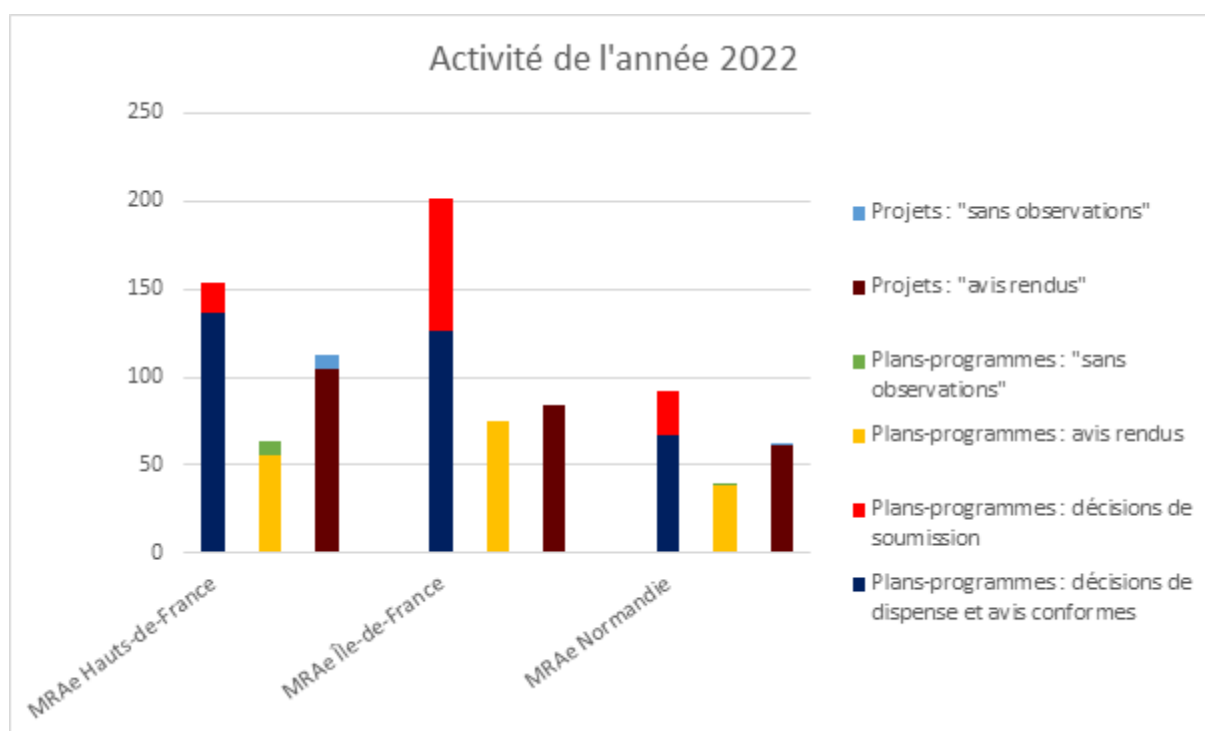
**71 entretiens** ont été conduits dans le cadre de l'harmonisation des promotions pour émettre les avis sur les propositions des services et établir l'interclassement au sein de la MIGT. S'agissant des entretiens dits d'orientation pour aider les cadres supérieurs dans leur démarche d'évolution professionnelle et/ou de mobilité, ce sont **180 entretiens** qui ont été réalisés. En sus, **93 entretiens** de suivi ont été conduits, pour un **total de 344 entretiens en 2022**.

Le tableau ci-dessous dresse le détail des entretiens de promotion et d'orientation :

Corps et grade	Entretiens « promotion » réalisés en 2022					Entretiens « orientation » réalisés en 2022				
	Cadres dirigeants (emplois)	PNA	détachés (hors emplois DATE)	Autres (contrats actuels...)	Total	Cadres dirigeants (emplois DATE..)	PNA	détachés (hors emplois DATE)	Autres (contrats actuels...)	Total
IPEF	14	11	0		25	0	13	17		30
Ingénieurs des mines					0					0
Administrateurs civils					0	0	1	0		1
Administrateurs des affaires maritimes					0	0	2	0		2
AUE	0	2	3		5	0	3	2		5
Attaché principaux	0	16	1		17	0	31	1		32
IDTPE	1	18	2		21	0	81	9		90
IDIM					0	0	14	0		14
IDAE					0	0	4	0		4
Officiers supérieurs des affaires maritimes					0					0
Inspecteurs principaux des affaires maritimes					0					0
PNT A+	0	3			3	0	2	0	0	0
Autres					0	0	2	0	0	2
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>50</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>71</b>	<b>0</b>	<b>151</b>	<b>29</b>	<b>0</b>	<b>180</b>

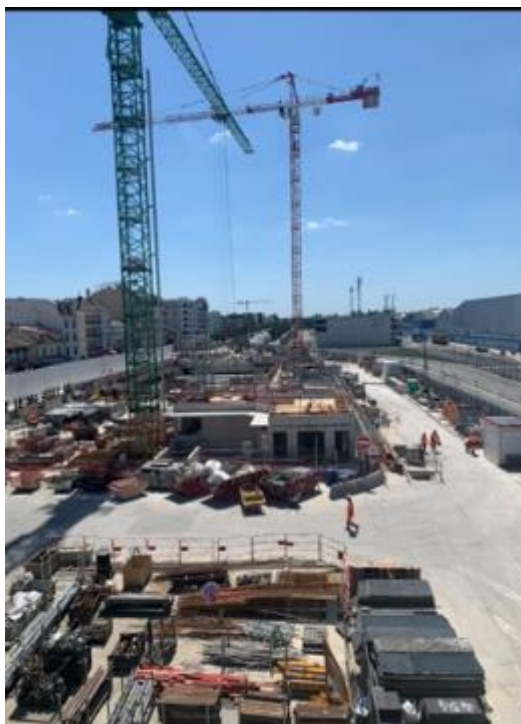
## 6. Répartition des activités des trois MRAe sur l'année 2022

Activité	MRAe	MRAe	MRAe	Total
	Hauts-de-France	Île-de-France	Normandie	
Plans/Programmes : avis sollicités	63	75	40	178
<i>dont « absence d'avis dans les délais »</i>	8	0	1	9
Plans/Programmes : décisions prises et avis conformes	160	202	92	454
<i>dont soumission à évaluation</i>	17	76	25	118
Projets : avis sollicités	118	84	62	264
<i>dont « absence d'avis dans les délais »</i>	9	0	1	9
<b>Total</b>	<b>341</b>	<b>361</b>	<b>194</b>	<b>896</b>



## 7. Autres faits marquants en 2022

### Visite du chantier de la future gare du Bourget (Grand Paris) le 13 juin 2022



Le 13 juin 2022, les agents de la MIGT Paris ont été accueillis dans les locaux de la société du Grand Paris (SGP) pour une présentation générale des enjeux de la SGP par Sandrine Gourlet (directrice de la stratégie) et Charles Dureuil (chef de cabinet), suivie l'après-midi par une visite du chantier de la future gare du Bourget.

## Réunion de coordination de la MIGT Paris en présence de Paul Delduc le 8 septembre 2022



### Liste des personnalités invitées en réunions MIGT élargies aux membres rattachés en 2022 et thématiques débattues

**Olivier Cantat**, chercheur à l'Université de Caen : Le changement climatique en Normandie : projections issues des travaux du GIEC normand (7 mars 2022)

**Isabelle Rougier**, directrice régionale de la DRIHL : Le logement en Île-de-France (11 avril 2022)

**Benoît Deleu**, directeur technique de la société du canal Seine Nord Europe (CSNE), **Emmanuelle Clomes**, directrice de la DDTM 80 et **Elodie Goriau** (chargé du projet CSNE à la DDTM 80) : Le canal Seine Nord Europe (9 mai 2022)

**Vincent Jechou**, directeur de la DDT 77 et **Hugues Corbeau**, membre de la mission d'évaluation de l'action interministérielle et de l'organisation de l'administration placée sous l'autorité du préfet de Seine-et-Marne : les résultats de la mission et les enjeux croisés de la DDT en Seine-et-Marne

**Thierry Vatin**, directeur général de l'agence de l'eau Artois Picardie : Les enjeux de la gestion de l'eau dans le bassin Artois Picardie

**François Bellouard**, DGA aménagement et mobilités du Conseil départemental de Seine-Maritime : Les principaux enjeux du département de Seine-Maritime relatifs aux politiques publiques du pôle ministériel

**Claire Grisez**, directrice régionale adjointe de la DRIEAT et **Sarah Bernhard**, chargée de mission JOP : Préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 : principaux enjeux pour le pôle ministériel, notamment en région Île-de-France



## 8. Glossaires des sigles et acronymes

ACRONYME	SIGNIFICATION
<b>AAE</b>	Attaché d'administration de l'Etat
<b>AC</b>	Administrateur civil
<b>AP</b>	Assistant de prévention
<b>AUE</b>	Architecte et urbaniste de l'Etat
<b>CGEDD</b>	Conseil général de l'environnement et du développement durable
<b>CHSCT</b>	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
<b>CP</b>	Conseiller de prévention
<b>CSATE</b>	Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation
<b>CVRH</b>	Centre de valorisation des ressources humaines
<b>DATE</b>	Emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat
<b>DDT/DDTM</b>	Direction départementale des territoires / direction départementale des territoires et de la mer
<b>DIR</b>	Direction interdépartementale des routes
<b>DREAL</b>	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
<b>DRIEAT</b>	Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement et des transports
<b>HSCDT</b>	Habitat, cohésion sociale et développement du territoire
<b>FIDOR</b>	Fiche d'orientation
<b>IAE</b>	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement
<b>IAM</b>	Inspecteur des affaires maritimes
<b>IGEDD</b>	Inspection générale de l'environnement et du développement durable
<b>IGPDE</b>	Institut de la gestion publique et du développement économique
<b>IGRH</b>	Inspecteur/inspectrice ou ingénieur/ingénieure général(e) des ressources humaines
<b>IM</b>	Ingénieur des mines
<b>IIM</b>	Ingénieur de l'industrie et des mines
<b>IPEF</b>	Ingénieur des ponts et des forêts
<b>ISST</b>	Inspecteur/inspectrice santé et sécurité au travail
<b>ITPE</b>	Ingénieur des travaux publics de l'Etat
<b>MTE</b>	Ministère de la transition énergétique
<b>MTECT</b>	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
<b>MIGT</b>	Mission d'inspection générale territoriale
<b>MRAe</b>	Mission régionale d'autorité environnementale
<b>PNT</b>	Personnel non titulaire
<b>VNF</b>	Voies navigables de France